

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
VÉRIFIER AU MOMENT DU DISCOURS

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UN DISCOURS DU
SECRETARE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES, M. ALLAN J. MACEACHEN,
A L'OUVERTURE DU COLLOQUE INTERNATIONAL
DES NATIONS UNIES, OTTAWA, CANADA,
LE MERCREDI, 4 SEPTEMBRE 1974

C'est un plaisir pour moi de vous accueillir aujourd'hui au nom du gouvernement du Canada alors que vous vous réunissez à l'occasion du Colloque international des Nations Unies. Vous allez, pendant les jours qui suivent, vous employer à rechercher de meilleurs mécanismes pour réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes du monde entier.

Ce n'est pas une tâche facile que vous avez acceptée au nom de vos pays respectifs, mais c'est un défi qu'on doit relever si l'on veut atteindre les buts universels inscrits dans la Déclaration des Droits de l'homme des Nations Unies: l'égalité des chances pour l'homme et la femme, sans discrimination aucune.

Ce colloque marque une étape dans cette direction et le Canada est honoré d'être l'hôte de cette première rencontre internationale importante, prélude à l'Année internationale de la femme.

Je suis heureux de souhaiter la bienvenue au Canada à Mme Heivi Sipilä, non seulement en tant que Sous-Secrétaire général aux Nations Unies mais aussi à titre de Secrétaire général pour l'Année internationale de la femme.

Le Canada a peut-être été choisi comme hôte de ce colloque en raison de ses activités et de ses programmes, tant dans le domaine public que dans le secteur privé, concernant le statut de la femme.

Chez nous, ce sont des femmes -- des femmes engagées dans tous les secteurs de la vie, qui les premières ont élevé la voix. Elles ont démontré avec clarté et logique, en s'appuyant sur des statistiques irréfutables, que l'égalité n'existait pas dans tous les aspects de la vie canadienne. C'est ce mouvement qui a amené le gouvernement à créer la Commission royale sur le statut de la femme; celle-ci a, par la suite, suscité la création des organismes consultatifs qui guident si sûrement les gouvernements fédéral et provinciaux vers une véritable égalité.

Au cours du dernier Parlement le gouvernement a présenté un bill omnibus concernant les droits de la femme. Je peux vous assurer que ces mesures et d'autres conservent une place de choix dans le programme législatif du gouvernement actuel.

Au cours du colloque on vous expliquera ces dispositions législatives en détail et c'est pourquoi je ne m'y attarderai pas maintenant. Je tiens cependant à ajouter que le gouvernement du Canada s'est engagé à la reconnaissance non seulement théorique, mais pratique, de l'égalité de l'homme et la femme dans tous les secteurs de notre vie nationale.

Dans cette perspective, nous avons élaboré un important programme d'action pour 1975: le lancement d'une vaste campagne nationale de sensibilisation aux besoins d'égalité; la coordination des projets spéciaux des ministères fédéraux aussi bien que les projets émanant d'individus ou d'organismes du secteur privé; l'organisation d'une conférence nationale et de quatre conférences régionales axées sur la recherche de solutions aux problèmes de discrimination. Des fonds spéciaux ont été accordés pour le financement de toute une gamme de projets et de programmes.

Si nous voulons nous épanouir pleinement comme nation, nous devons donner à tous nos citoyens, non seulement le choix d'être ce qu'ils veulent être, mais aussi la possibilité de le devenir.

Ce n'est là qu'un début toutefois. C'est le moment de faire le bilan: évaluer où nous sommes et prévoir la prochaine étape. On peut presque évoquer l'image d'une rampe de lancement. Mille neuf cent soixante-quinze, une année où l'on définit des objectifs nationaux et internationaux à court et long termes afin d'assurer une égalité véritable de choix et de chance de réussite aux hommes et aux femmes. Ces objectifs ont été définis par les Nations Unies: égalité, développement et paix.

Tous, vous avez des défis de taille à relever ici à Ottawa alors que vous cherchez des mécanismes divers qui vont pouvoir contribuer à la solution des problèmes de vos pays respectifs. Je crois que le Canada peut apporter beaucoup tout en apprenant beaucoup. Je peux vous assurer que ce que nous apprendrons, servira. C'est avec intérêt que je suivrai vos discussions.

Au nom du gouvernement du Canada soyez donc chez nous les bienvenues et bon travail. Ce que vous allez définir ici deviendra peut-être la norme d'égalité entre les individus pour la prochaine décennie et peut-être bien au-delà.